

Br. Ango
350

DIXIÈME MILLE

ENTRE PROLÉTAIRES

PAR

DIXELLES

Prix : **15** centimes.

ÉDITION DE
GÉNÉRATION CONSCIENTE

27, rue de la Duée

PARIS-XX^e

1909 Ango

AUX LECTEURS

L'étude de la question de procréation, si importante au triple point de vue individuel, familial et social, s'impose à ceux qui veulent le bonheur humain.

Rarement une doctrine a été aussi décriée et, par conséquent, plus méconnue que celle de la prudence procréatrice. Peu l'ont étudiée, tous en parlent, ne la connaissant que par les diffamations des pudibonds et des réactionnaires.

A tous ceux qui cherchent sincèrement la vérité, à tous ceux qui veulent **savoir** pour **agir**, nous disons :

*Lisez et faites lire, abonnez-vous
et procurez des abonnés à*

GÉNÉRATION CONSCIENTE

*Organe populaire
propageant la limitation volontaire des naissances.
Paraissant le 1^{er} de chaque mois.*

*Principaux collaborateurs : Sébastien FAURE, D^r MESLIER,
Albert WILLM, Manuel DEVALDÈS, Charles MALATO, LIARD-
COURTOIS, D^r MASCAUX, LÉVY-OLLMANN, Georges YVETOT, Eugène
LERICOLAIS, D^r KLOTZ-FOREST, Franck SUTOR, etc.*

Abonnements :

France, 1 fr. 50 ; Union postale, 1 fr. 80

ADMINISTRATION :

27, Rue de la Duée, PARIS-xx^e

Envoi gratuit d'un numéro spécimen sur demande.

Int. Instituut
an. Geschiedenis
ngraacht 264
n.C.

DIXIÈME MILLE

ENTRE PROLÉTAIRES

PAR

DIXELLES

Prix : 15 centimes.

ÉDITION DE
GÉNÉRATION CONSCIENTE

27, rue de la Duée
PARIS-xx^e

ENTRE PROLÉTAIRES

PAR

DIXELLES

I

Pourquoi je suis néo-malthusien.

Huit heures du matin. En gare Montparnasse, quelques minutes avant le départ du train Paris-Bordeaux.

Un jeune homme de vingt-cinq ans environ monte dans un wagon de troisième classe. Son prénom est Henri. Il dépose sa valise dans le filet et s'assied dans un coin... Juste à ce moment, grimpe en toute hâte dans le compartiment un autre jeune homme du nom de Laurent.

Leurs regards se croisent. Et, s'étant reconnus, ils se serrent la main avec la plus grande cordialité.

LAURENT. — Ah! par exemple, en voilà une rencontre!... Du diable si je m'attendais à te voir!

HENRI. — Et moi donc!... Ce cher Laurent!... Où donc vas-tu?

LAURENT. — A Chantepie, notre pays natal.

HENRI. — Moi aussi.

LAURENT. — Bravo! Nous ferons le voyage ensemble... Personne n'est malade chez toi?

HENRI. — Pas que je sache... Seulement, j'ai huit jours de congé, et j'en profite.

LAURENT. — Veinard!... Vous êtes tous des veinards dans les Postes et Télégraphes!

HENRI. — Pour l'instant, je gagne cent cinquante francs par mois.

LAURENT. — Moi, j'en gagne cent soixante au « Grand Magasin » où je suis employé, et dans dix ans, j'en gagnerai encore cent soixante... Tandis que toi, tous les trois ans, tu verras ton traitement s'augmenter... Et puis, vous avez la retraite! Tandis que chez nous, dès que l'on n'est plus bon à rien, si l'on tombe malade un peu gravement, on ne fait ni une ni deusse... tout de suite on vous jette à la porte comme un chien galeux... C'est pour cela, mon vieux, que je suis devenu socialiste comme toi!

HENRI, *gravement*. — Je ne suis plus socialiste.

LAURENT, *très étonné*. — Hein! Qu'est-ce que tu me chantes-là?... Tu ne serais plus socialiste, toi le farouche révolutionnaire qui, dès la seizième année, avec tes raisonnements, faisais l'effroi de nos braves compatriotes de Chantepie! Tournerais-tu à la réaction, par hasard?

HENRI. — Je ne suis pas non plus réactionnaire dans le sens où tu l'entends.

LAURENT. — Alors?

HENRI. — Eh bien, tiens, puisque nous avons le temps de causer, je vais te mettre au courant de la transformation morale qui s'est opérée en moi... Depuis plus d'un an que je ne t'ai vu — dame! tu habites à la Chapelle et moi à Montrouge — j'ai beaucoup étudié la question sociale durant mes heures de loisir.

A vrai dire, je n'ai même fait que cela. Eh bien, de ce moment, tu vois devant toi un homme qui, écœuré du régime d'incohérence, de puffisme et d'hypocrisie que nous subissons, a résolu de haïr ce régime et de le combattre par tous les moyens... La République que nous avons n'est pas la République; c'est la contre-façon d'une monarchie autoritaire et despotique, pas autre chose... Au lieu d'être gouvernés par un roi, nous le sommes par des centaines. Et ces députés et ces sénateurs, qui se donnent pour les amis du peuple, font de la politique une fructueuse carrière en bernant le peuple à qui mieux mieux. Depuis que j'ai compris cela, moi prolétaire, fils de prolétaires, je me suis senti si dégoûté de tout ce qui touche à la politique, que je ne vais même plus voter!

LAURENT. — Ah!... Mais, dans ton quartier, c'est justement un député socialiste qui a passé aux dernières élections. Ainsi, avec les idées que je t'ai connues, tu n'aurais pas voté pour ce socialiste!... C'était ton devoir de voter, en tout cas.

HENRI. — Tu fais erreur, mon ami; nul n'a le devoir de voter. Le vote, c'est un droit que l'on vous accorde, mais personne n'est obligé d'user de ce droit... Non, vois-tu, tant que le socialisme n'aura pas reconnu comme vérité absolue, incontestable, que seule la restriction volontaire de la natalité peut sauver le peuple, peut le régénérer, peut lui donner toute la somme de bonheur possible, je m'empresserai de mettre dans le même sac tous les politiciens, quels qu'ils soient... Qu'on me donne un roi, ou un empereur, je m'en moque bien, puisque je sais d'avance que les choses n'en iront ni mieux ni plus mal avec un monarque qu'avec notre ignoble régime parlementaire.

LAURENT. — Oh! t'entendre parler ainsi!... Quand tu es parti à Paris, il n'y a pas deux ans, tu te disais révolutionnaire; tu vantais les bienfaits de la Révolution de Quatre-Vingt-Treize!

HENRI. — Et je n'ai pas changé d'avis!... Mais, t'imagines-tu que notre troisième République soit la

filles directes de la Révolution?... Ce n'en est même pas la caricature; et je te prouverai quand tu le voudras qu'elle en est la contre-partie... La Révolution avait été faite pour émanciper l'individu; la République actuelle prône les syndicats, c'est-à-dire l'asservissement de l'individu à une coterie, à une caste. La Révolution — ou mieux, Turgot — avait fait supprimer, au nom des principes de liberté d'où naquit la Révolution, les corporations, les maîtrises et les jurandes: nos politiciens en censent les syndicats parce qu'ils les croient utiles au maintien du régime parlementaire! Là où la Révolution clamait: liberté individuelle! ils nous crient discipline!

LAURENT. — Je ne te comprends plus... Mais, les syndicats sont extrêmement utiles pour la défense des intérêts professionnels!

HENRI. — Crois-tu?... Non, le peuple ne s'émancipera pas seulement par la lutte des syndicats contre le capitalisme, par la lutte des syndicats contre le gouvernement!... Tant que les syndicats n'auront pas compris qu'il faut d'abord, et avant toute chose, généraliser parmi leurs adhérents les idées de prudence parentale; tant que les prolétaires syndiqués n'auront pas compris que la limitation des naissances dans leur propre famille est et demeure la seule tactique capable de leur faire gagner la Bataille, la lutte demeurera ce qu'elle est: inégale! Inégale comme le fut celle dont nous parle le fabuliste, entre le pot de terre et le pot de fer!...

LAURENT. — Pourtant, certains syndicats, qui ont fait valoir leurs revendications, ont gagné leur cause.

HENRI. — Avantage illusoire et qui ne saurait durer... Je ne nie pas, d'ailleurs, que les prolétaires n'aient raison de se grouper en associations pour la défense de leurs intérêts corporatifs; mais ce dont je voudrais les convaincre tous, c'est que leurs minces victoires seront changées en pitoyables défaites s'ils continuent à se montrer aussi prolifiques!... Non, le peuple, vois-tu, croit trop à ses politiciens, qui le flagornent et qui le bernent. Tout ce qui sort de leur

bouche est considéré comme paroles d'évangile. A eux tout le pouvoir, à eux toute la renommée! Les politiciens, mais c'est de cela que la France crève!... Tous les avocats sans cause trouvent avantageux de briguer un siège de député; ils s'imaginent qu'ils sont faits pour ça. Tous les médecins sans clientèle rêvent d'avoir leur place au Palais-Bourbon. S'étant jugés incapables de guérir les entorses et les panaris de leurs concitoyens, ils se sont précipités avec ardeur dans la politique, jugeant plus facile de guérir le corps social des multiples maux dont il est atteint. Avocats sans cause, médecins sans clientèle qui se sont arrogés — grâce à notre stupidité — le droit d'être nos maîtres, sont loin de valoir le « bon tyran » dont rêvait le philosophe Ernest Renan. Ce ne sont que des ânes bâtés doublés d'histriens imbéciles!... Dès qu'ils ont été élus par le peuple, ils n'ont plus eu qu'un souci: gagner de l'argent, faire leurs affaires. Mais l'amélioration du sort du peuple, ils s'en moquent bien!... Leurs parlottes de la Chambre et du Sénat, relatées tout au long dans le « Journal Officiel », n'ont pas plus de valeur que le boniment du banquier sur son estrade foraine. Aucun de ces messieurs — à part trois ou quatre — que nous nous sommes donnés pour rois, n'a jamais voulu voir le fond des choses, la vérité des faits, n'a jamais osé attaquer de front la question sociale! Et c'est ce que je leur reproche; et c'est pourquoi je les hais!

LAURENT. — Mais tu es étonnant!... Tu t'emballés, tu t'emballés!... Avec ça que c'est facile de résoudre tous les problèmes sociaux!

HENRI. — Rien n'est plus simple, au contraire. Pour que le peuple soit heureux, il ne s'agit plus que de vouloir qu'il le soit. Le remède aux maux dont souffrent les prolétaires est trouvé: il s'appelle le néo-malthusianisme.

LAURENT. — Qu'est-ce que tu me chantes-là?

HENRI. — Oui, je vois bien que je t'étonne; mais tu subiras, crois-le, la même transformation morale que moi, lorsque je t'aurai fourni des explications.

LAURENT. — Tu peux y aller; nous avons le temps.

HENRI. — Je commence par te dire qu'il y a un an, j'ignorais tout de cette question néo-malthusienne. Mais, un soir, tout à fait par hasard, étant entré dans une salle de conférences, j'ai entendu là des choses si sensées, si rationnelles, des vérités si incontestables, que j'en suis sorti ébloui et convaincu. L'orateur affirmait, entre autres choses déconcertantes — et qui me déconcertèrent, je l'avoue — que la question sociale n'existait pas, que ce qu'on appelait la question sociale n'était qu'une question sexuelle. Il démontrait que la grande arme de lutte du prolétariat, l'unique moyen de défense et de victoire, était la restriction volontaire de la natalité... Faites moins d'enfants, disait-il aux prolétaires qui l'écoutaient, et vous serez affranchis. Ne faites un enfant que lorsque vous serez certain de le rendre heureux. O couples pauvres, n'ayez pas plus d'enfants qu'il n'y en a dans les ménages des riches, et vous deviendrez riches et heureux à votre tour!... C'est cette théorie de la prudence parentale qui constitue le fond du néo-malthusianisme.

LAURENT. — Quand tu me feras croire à ta théorie pour soulager les maux du prolétaire, il fera chaud!

HENRI. — Tu y viendras... parce que je te sais sincère. Lorsque je t'aurai exposé, depuis A jusqu'à Z, ce qu'est cette philosophie régénératrice de la race humaine, je suis sûr que tu seras convaincu... Laisse-moi donc prendre pour quelques instants un ton de pédant qui fait sa classe, et je vais te citer de mémoire tout le début d'une conférence imprimée, que je me suis procurée et que j'ai apprise par cœur.

LAURENT. — Va donc; à ton aise.

HENRI. — Eh bien, voici la conférence en question...
Il récite:

Quelque chose de grand se produisit dans le monde, lorsqu'en 1798, Thomas-Robert Malthus, avec une lucidité merveilleuse, eût établi et expliqué son irréfutable « Principe de Population ».

De ce fait, une révolution fut accomplie qui n'a point d'égale dans l'histoire. L'aube des libérations futures commençait à luire.

Dès lors, l'humanité fut conviée à raisonner le plus important de ses gestes; elle fut invitée à ne plus s'abandonner, dans l'acte créateur de la Vie, au pur instinct animal, cause initiale de tant de désastres intimes, de tant de crimes et de tant de misères.

Malthus, surabondamment, démontra que l'accroissement de la population est fatalement limité par les moyens de subsistances disponibles. Et, pour rendre plus tangible son idée, il lui donna cette forme mathématique:

« La population s'accroît en progression géométrique: « 1-2-4-8-16-32-*etc...* et les subsistances s'accroissent en progression arithmétique: 1-2-3-4-5-6 « *etc...* »

Telle est, aussi succinctement énoncée que possible, la « Loi de Population » édictée par Thomas-Robert Malthus.

Des deux propositions qu'elle contient, la seule exacte est la première; la seconde est absolument fantaisiste et erronée.

Oui, les hommes accroissent géométriquement leur nombre. Ceci, c'est indiscutable... Pour ce qui est de l'accroissement arithmétique des subsistances, rien n'est moins vrai; puisque cet accroissement est d'une lenteur telle, qu'il n'est pas exagéré de dire qu'il reste stationnaire d'une génération à une autre génération.

Nous voici donc en face du plus redoutable des problèmes. Comment le résoudre?

Certes, Malthus s'est bien aperçu que de cette énorme disproportion qui existe entre les deux propositions de sa « Loi » découlaient tous les maux dont souffraient les hommes de son époque: pauvreté, travail excessif, crimes, maladies, ivrognerie, prostitution, et tant d'autres misères accablant des millions d'êtres.

Savoir la cause d'un mal, n'est-ce pas en avoir déjà trouvé le remède? Pourtant, manquant de courage, ou peut-être simplement parce qu'il était prêtre au lieu d'être médecin, Malthus n'osa point combattre le fléau qu'il avait découvert. Il se contenta de préconiser le « moral

restraint » qui se peut indifféremment traduire, ou par le mariage tardif des célibataires; ou, pour les gens mariés, par la cessation des relations sexuelles, dès qu'ils auront donné le jour au nombre d'enfants qu'ils se seront fixés, d'après l'importance plus ou moins grande de leur fortune ou de leurs gains.

D'aussi piètres conseils de continence amenèrent la négligence du principe. Seuls, quelques économistes de haute envergure comme Stuart Mill, reprirent la thèse dans un sens documentaire, y ajoutèrent leurs propres lumières, mais reculèrent, eux aussi, devant les remèdes à appliquer.

Cependant, après Malthus, et de son vivant même, des hommes à l'esprit libéré de tous les préjugés ataviques se levèrent, qui ne craignirent pas, au prix même de leur bonheur individuel, de compléter la découverte du grand Précurseur.

Richard Carlile et son ami Francis Place; Robert Dale Owen; les docteurs Knowlton et George Drysdale; Annie Besant; l'éditeur Truelove; le docteur Rutgers et Paul Robin!... Il importe de retenir ces noms, qui sont ceux des premiers champions de la Pensée néo-malthusienne, des premiers disciples de la Religion régénératrice.

Qu'ont donc fait ces femmes et ces hommes de si grand et de si noble, pour mériter que leur souvenir demeure gravé dans la mémoire des citoyens de l'univers?... Le plus grand des miracles, à la vérité; puisqu'ils ont découvert le secret de rendre le bonheur aux habitants de notre planète.

Dédaignant les ironies et les sarcasmes, même les persécutions dont on ne manqua pas de les accabler, ils ont, les premiers, vanté, préconisé et essayé de populariser, pour éviter dans les familles des naissances non désirées, de simples procédés d'hygiène intime. Ils ont exalté la prudence parentale, démontrant que c'était le seul remède logique pour guérir la misère et le mal d'amour, dont les trois-quarts de leurs frères souffrent à en mourir.

Ils ont dit cette simple chose qu'il était possible de limiter sagement, selon ses moyens et ses désirs, le nombre des enfants qu'on veut avoir, sans que les

douces voluptés de l'acte d'amour en fussent atténuées. Pour tenter de combattre la surpopulation, le Précurseur avait sévèrement recommandé le mariage tardif et la continence. Ses disciples se croient sûrs de vaincre le Fléau, même en préconisant l'union précoce et la prudence après l'union.

Surtout maintenant — disent-ils — où le machinisme agricole et industriel triomphe, les familles nombreuses sont un non-sens. Elles sont la cause principale de la peur des révolutions sanglantes qui hante les riches, au point qu'ils ne peuvent en paix jouir de leur fortune.

Ils affirment:

Avoir des enfants ne doit pas être regardé comme un luxe auquel les riches seuls ont droit — ce qui découle du raisonnement de Malthus, et aussi de la thèse exposée par Zola dans « Fécondité » — mais comme une exigence de première nécessité pour la santé et le bonheur de chaque individu. Toute femme, à n'importe quelle classe de la société qu'elle appartienne, a le droit de connaître les joies de la maternité librement consentie. Tout homme a le droit de savourer les voluptés de l'amour librement partagé. Le tout est de ne mettre au monde que juste sa part d'enfants: un ou deux, quelquefois trois si l'on est très riche, jamais davantage. Limiter le nombre des enfants dans sa propre famille est le devoir de l'universalité des hommes qui, en agissant ainsi, travaillent au bien commun. S'ils agissent autrement, ils se conduisent comme des animaux dominés par leur instinct, comme des déments poussés par un vent de folie stuprale, voire comme d'inconscients et dangereux criminels.

Les néo-malthusiens enseignent qu'il n'y a que quatre façons de maintenir la population au niveau des subsistances, puisque la faux de la Mort ne suffit plus à établir l'équilibre normal:

1° — L'homicide, sous forme de guerres entre les peuples, d'épidémies, de famines régionales, de cataclysmes naturels;

2° — L'infanticide, qui n'a souvent d'autre cause que la misère et les préjugés sociaux;

3^o — L'avortement, auquel on doit attribuer les mêmes causes;

4^o — Les moyens préventifs, dus à la sagesse et au raisonnement humains.

Il est bien évident que les trois premiers moyens doivent être réprouvés, comme criminels, dangereux ou inutiles. Seule, la méthode préventive doit être employée par tous, comme non douloureuse et de la plus incontestable efficacité.

Telle est la base scientifique de la propagande néo-malthusienne...

LAURENT. — Tout cela c'est très joli; mais vous ne devez pas être bien nombreux à croire qu'avec le néo-malthusianisme tous les prolétaires auront des rentes!

HENRI. — Erreur!... Chaque jour, de nouveaux adhérents arrivent à notre ligue. Tous s'en trouvent bien. Sachant — ce qu'avait dédaigné de dire le prêtre Malthus — que l'on peut goûter, sans que le plaisir en soit diminué, la joie d'aimer stérilement, hommes et femmes sont venus vers nous en masse. Ils nous comprennent, ils nous remercient; ils savent que nous sommes leurs amis et que nous leur disons la vérité.

LAURENT, *regardant par la portière*. — Tiens, nous voilà déjà presque arrivés à Chantepie... Viens donc, vers une heure, prendre le café chez mon cousin Octave, le charpentier... C'est chez lui que je descends.

HENRI. — Je n'y manquerai pas... Ce brave Octave! Encore un camarade de notre âge. En avons-nous fait ensemble, de ces parties!

LAURENT. — Il est un peu notre aîné, d'un an, je crois... Il a vingt-six ans.

HENRI. — Marié depuis deux ans, il est déjà père de deux enfants... Pourvu qu'il s'arrête là!

LAURENT. — Il faudra le lui dire.

HENRI. — Crois bien que, si cela se présente, je n'y manquerai pas.

II

Chez Octave, le charpentier

Dans l'unique pièce, qui sert à la fois de cuisine, de chambre à coucher et de salle à manger, Octave et sa femme, en compagnie de leur cousin Laurent, finissent de déjeuner.

Les deux bébés viennent d'être mis au lit et dorment. On entend à la porte : toc ! toc !

OCTAVE. — Entrez!

LAURENT. — C'est Henri... Exact comme un chronomètre!

HENRI. — Bonjour, Octave... Bonjour, madame Octave.

OCTAVE. — Ça va bien, mon vieil Henri?

HENRI. — Comme tu vois...

LAURENT. — Nous parlions justement de toi, à propos de ce que tu m'as raconté ce matin... Octave, qui te connaît bien, me disait même à ce sujet que tu avais toujours été un peu fou.

OCTAVE. — Mais non, j'ai dit simplement que tu étais un peu braque.

HENRI. — Merci de la rectification, mon vieil ami. *Il rit et s'assoit.*

M^{me} OCTAVE. — Vous prenez du café, n'est-ce pas, Henri?

HENRI. — Une tasse, oui, je veux bien.

OCTAVE, *entrant dans le vif de la question.* — Alors, il paraît que tu as trouvé le moyen d'appauvrir les riches et de rendre riches les pauvres?

HENRI. — Je n'ai rien trouvé du tout. D'autres se sont chargés de ce soin avant moi.

OCTAVE. — Et tout ça en ne faisant pas d'enfants.

HENRI. — N'exagérons rien... Si on ne faisait pas d'enfants, il n'y aurait plus d'hommes sur la terre dans un siècle. Je professe seulement qu'il ne faut faire que juste la part d'enfants à laquelle on a droit.

OCTAVE. — Et cette part est de combien?

HENRI. — D'un seul, si l'on est pauvre, de deux si l'on est riche; le troisième devant être considéré comme un déplorable accident.

M^{me} OCTAVE. — Etranges idées!

HENRI. — Je ne fais pourtant que dire aux prolétaires: « Imitez les bourgeois; n'ayez pas plus d'enfants qu'ils n'en ont, et vous serez heureux ».

M^{me} OCTAVE. — Cependant, si j'aime les enfants, moi!... Si je veux en avoir quatre ou cinq?

HENRI. — Eh bien, j'ai le regret de vous dire que vous n'avez pas ce droit.

M^{me} OCTAVE. — Ah! par exemple! Je voudrais bien que vous m'expliquiez pourquoi?

HENRI. — Parce qu'en mettant au monde cinq enfants, outre que vous ne seriez pas certaine de les rendre heureux, vous augmenteriez de cinq unités le nombre des bouches à nourrir, par conséquent le nombre des concurrents dans la lutte pour la vie, déjà si difficile!

OCTAVE. — Qu'est-ce que cela ferait? Si ces cinq enfants étaient bien portants, ils se débrouilleraient toujours!

HENRI. — Peut-être; mais au détriment de qui?... Des plus faibles qu'eux-mêmes!... Les enfants dont vous parlez ne demandent pas à naître. Laissez-les donc où ils sont... Crois-moi, Octave, tu as deux enfants, c'est assez; ne songe plus au troisième.

M^{me} OCTAVE. — Le fait est qu'avec mes deux petits après deux ans de mariage, on a déjà assez de peine à vivre... S'il en venait un troisième, pour ma part, cela ne me ferait pas sourire!

HENRI. — Dame! Il ne tient qu'à vous.

M^{me} OCTAVE. — Sans doute... D'ailleurs, je crois bien qu'Octave ne désire guère lui non plus en avoir un autre.

OCTAVE. — On ne tient jamais à ces sacrés lardons. Quand ils vous arrivent, on bougonne. Et puis après, dès qu'ils commencent à ouvrir les yeux et à vous sourire, on sent bien qu'on ne pourrait plus se passer d'eux!

HENRI. — Certes, je comprends que tu aimes tes mioches. Mais c'est justement parce que tu les aimes, que tu ne dois leur donner ni de frère ni de sœur.

OCTAVE. — Pourquoi cela?

HENRI. — Mais, tout simplement parce que la venue d'un nouvel enfant ne te ferait pas plus riche... parce que tes gains d'ouvrier ne seraient pas augmentés d'un centime. Et que, dans ces conditions, ta table ne pourrait être que moins bien servie. Comprends-tu?

OCTAVE. — Oui, cela je le comprends.

LAURENT. — Laissons de côté le cas d'Octave, et parlons plus généralement... Alors, vraiment, tu crois que si les principes néo-malthusiens étaient appliqués

dans toutes les familles de prolétaires, ce serait la fin de la misère?

HENRI. — Certainement... L'homme aurait toujours à travailler, c'est évident; mais il serait mieux payé de son travail. La lutte pour la vie serait considérablement améliorée. Et ce serait la disparition du chômage et de la concurrence. Donc, ce serait le bonheur.

OCTAVE. — Voyons, explique-moi ça... Tu n'es pas un imbécile, après tout, et il faut que tu aies tes raisons pour parler comme tu le fais.

HENRI. — Nous partons de ce principe qu'il y a trop d'hommes en France, en Europe et dans certaines autres régions du globe, trop de bouches affamées par rapport aux subsistances disponibles. Là est tout le mal... Où trouver la guérison? Dans la restriction volontaire de la natalité... Que dans chaque famille de prolétaires on s'astreigne à ne faire qu'un enfant, ou deux tout au plus, et le malheur des pauvres gens se changera en une joie comparable seulement à la joie éprouvée par les riches... Si ces principes de prudence parentale étaient appliqués par la généralité des ménages miséreux ou besogneux, en moins de dix ans les conditions économiques et sociales se trouveraient presque parfaites.

LAURENT. — Il y aura toujours des riches et des pauvres.

HENRI. — C'est possible; c'est même certain... Mais la richesse des temps futurs ne ressemblera pas à celle d'aujourd'hui. Elle ne causera nulle envie, nulle haine. Ce sera comme un but à viser par les plus pauvres, une sorte d'idéal à atteindre... Mais ne préjugeons pas de l'avenir. Ce qui est certain, c'est la détresse actuelle du prolétariat. Jamais autant de haine n'a germé dans le cœur des hommes. Le riche hait le pauvre, qui hait le riche. De la haine partout, voilà ce que l'on voit du haut en bas de la société... La seule raison de ce déplorable état de choses est la trop grande concurrence pour le pain et pour l'amour.

Mme OCTAVE. — Comment cela, pour l'amour?

HENRI. — Oui... Je n'ai pas seulement le droit de manger, mais j'ai aussi le droit à l'amour... Amour légal ou amour libre, bien entendu... Toute société où, par mon travail, je ne trouverai pas à satisfaire ces deux besoins, sera pour moi une société marâtre, et j'aurai le droit de la traiter comme telle... Je veux manger à ma faim et aimer à ma soif!... Or, dans notre exquise société moderne, nous pouvons constater que l'amour s'achète comme tout autre denrée. Les pauvres offrent leurs filles; les riches louent ou achètent. Et c'est cela la morale de la Troisième République!... Si tu es pauvre, passe-toi de femme. Si tu es riche, achètes-en tant que tu voudras: le marché est toujours très bien approvisionné de chair à plaisir!... Si tu es pauvre, jeune fille, loue-toi; vends-toi si tu es jolie. Dans le cas où tu ne serais que passable, le trottoir est là, avec son macadam. Sinon, jeune fille, jolie ou laide, mais vertueuse et pauvre, tu devras rester vieille fille, mourir sans connaître la joie des étreintes avec un être aimé, mourir sans savoir la joie d'être mère au moins une fois! Tu te flétriras hâtivement; tu tomberas malade; ton organisme se détruira, pour avoir contrevenu à l'inexorable loi de Nature qui, sous peine des maux les plus graves, ordonne à la femme de se livrer à l'acte d'amour... Ah! les écœurements des vieux garçons qui n'ont jamais eu de foyer! Ah! la détresse profonde des vieilles filles!... Quand donc le prolétaire comprendra-t-il qu'il peut se faire l'artisan de son propre bonheur en agissant comme un homme conscient et raisonnable, et non comme une brute!

Mme OCTAVE. — Savez-vous ce que vous devriez faire, Henri? Ce serait de vous marier avec une brave petite femme, qui vous chasserait de la tête toutes ces idées de révolte.

HENRI. — Je ne puis me marier maintenant, parce que je suis trop pauvre. Mais peut-être que je me marierai d'ici quelques années, lorsque je serai sûr de gagner assez pour avoir un intérieur confortable.

OCTAVE. — Ah! Alors, s'il te faut du luxe!

HENRI. — Je n'en demande pas tant... Mais le bien-être individuel, vois-tu, est toujours proportionné à la richesse générale... En face du luxe des millionnaires, luxe de table ou de vêtements, je prétends que la disproportion avec mon simple confortable ne soit pas trop grande. Je ne vise pas à la ripaille, je veux le nécessaire, et non être nourri de détritiques, comme un porc... Pour celle qui sera ma femme, je veux des toilettes seyantes qui n'aient pas l'air de robes de pauvre, comparées aux manteaux de fourrure et aux sorties de bal des richardes. Je veux que l'enfant que j'aurai, en plus de sa nourriture, bénéficie de quelques douceurs, et qu'il ait des gâteaux, comme les enfants des riches... Le régime du pain sec est passé, vois-tu. C'était bon du temps où l'on attendait du Ciel la récompense de tous les déboires et de toutes les privations... Le temps de la Résignation n'est plus! Nous sommes en pleine Révolte raisonnable pour la conquête de notre bonheur terrestre, le seul réel, puisqu'on nous chante sur tous les tons qu'il n'y a pas de vie future, et qu'une fois mort, l'homme n'est plus qu'une charogne.

LAURENT. — C'est du moins ce que dit Viviani, qui affirme que les lumières sont éteintes!...

HENRI. — Cette formule à succès, dont il n'est même pas l'auteur et qu'il n'a fait que répéter comme un phonographe, peut renfermer une vérité; mais nul n'a encore pu prouver scientifiquement qu'après la mort d'un homme, l'esprit qui l'animait n'émigrât pas dans les régions inconnues de l'Au-delà. Beaucoup de savants rationalistes sont convaincus de la survie... Quoi qu'il en soit, nous qui sommes de notre temps, nous devons nous adapter à ce milieu de non-croyance à la vie future, qui nous fut imposée par nos politiciens... Seulement, à ces politiciens, nous avons le droit de dire: « Vous avez pris nos illusions, voleurs que vous êtes; que nous laissez-vous en échange?... Rendez-nous le « ciel » qui nous reste, c'est-à-dire la possibilité d'être « heureux sur la terre, ou sachez que, de gré ou de

« forcé, nous saurons nous arranger pour faire de notre terre un vrai « ciel »... Ne croyez pas d'ailleurs que nous nous contenterons du pain et du cirque que leurs dirigeants offraient aux prolétaires de la décadence romaine. Nous sommes plus moraux que cela; nous exigeons de la vraie joie humaine, et non des sales plaisirs! »

LAURENT. — Qu'il y ait une vie future ou non, personne n'en sait rien... Mais, en attendant la mort, il faut vivre de notre vie terrestre, de notre existence d'homme. Et cela devient plus difficile chaque jour, à cause des chômages, qui sévissent dans presque tous les corps de métier.

OCTAVE. — Oui, je ne le sais que trop pour ma part, il y a le chômage; et c'est ce qui nous tue, nous autres ouvriers... Mon devoir est de travailler, soit; mais si l'on ne peut m'employer nulle part?

HENRI. — Eh bien, admetts que la population de la France continue à s'augmenter dans la même proportion qu'elle le fait, pas davantage, tu comprends bien que les chômages et les chômeurs se feront plus nombreux encore. Admetts, au contraire, que tous les prolétaires comprennent leur primordial intérêt, qui est de n'avoir qu'un ou deux enfants, et je ne te donne pas vingt ans, malgré les effarants progrès du machinisme industriel, pour voir supprimés tous les chômages sans exception, dans n'importe quel corps de métier.

LAURENT. — Tu parles du machinisme. Justement, tous ces chômages, ne penses-tu pas que c'est surtout au machinisme agricole et industriel qu'ils soient dus?

HENRI. — Si, pour une grande partie... Mais nous sommes là en présence d'un fait brutal: les progrès de la science ont transformé totalement les méthodes de travail, accélérant la production, économisant le coût de la main-d'œuvre, et réduisant à l'inaction des centaines de milliers de bras... Que veux-tu, nous n'y pouvons rien. Le machinisme est un progrès incontestable dont tout le monde, plus tard, bénéficiera. Actuelle-

ment, il gêne, soit; mais on ne peut pourtant pas briser ces machines, qui attestent la vigueur du génie humain... Là encore, les applications du néo-malthusianisme s'imposent: restreignez votre natalité, prolétaires, et vos fils, loin de maudire la Machine, en vanteront les bienfaits.

LAURENT. — Cet âge d'or n'est pas encore venu.

HENRI. — Il viendra très vite, si les prolétaires le veulent.

M^{me} OCTAVE. — En n'ayant qu'un enfant dans chaque ménage?

HENRI. — Justement!

LAURENT. — Si nous étions seuls sur la terre, nous autres Français, j'admettrais que tu as raison... Par malheur, il me semble que tu oublies que nos voisins les Allemands augmentent leur natalité beaucoup plus que nous.

OCTAVE. — Ce qui fait qu'au moment d'une guerre, beaucoup plus nombreux, ils nous ficheraient la pile, comme en Soixante-dix!

HENRI. — Ce serait loin d'être certain... Vous oubliez d'ailleurs que la question néo-malthusienne n'intéresse pas que les Français... Les Allemands eux aussi, avec beaucoup d'autres peuples, ont déjà compris que la loi, jadis édictée par le prêtre anglais Malthus, est une loi primordiale et péremptoire... Et puis, la guerre! la guerre! Tous nos adversaires ont ce mot-là à la bouche!... On oublie trop que, dans presque tous les pays d'Europe, en Allemagne aussi bien qu'ailleurs, les prolétaires commencent à comprendre l'atrocité, la barbarie de toute guerre. Les peuples de toutes les nations civilisées sont mûrs pour le désarmement; ce sont leurs dirigeants qui ne le sont pas!

OCTAVE. — Avec tes idées, tu ne dois pas être patriote.

HENRI. — Je considère qu'on doit aimer toutes les patries, mais préférer la sienne.

M^{me} OCTAVE. — Si vous alliez vous promener un peu tous les trois... Pendant ce temps-là, je débarquerais la table.

OCTAVE. — Je veux bien... Où allons-nous?

LAURENT. — Puisque c'est dimanche, il doit y avoir des clients au café de la « Poule Verte ». Allons dire bonjour aux amis.

M^{me} OCTAVE. — Et surtout, tâchez de ne pas trop boire!

OCTAVE, *en riant*. — Oh! sept ou huit litres chacun, pas davantage...

III

Faites peu d'enfants !

Au petit café de la « Poule verte », cinq ou six consommateurs, habitués du dimanche, sont réunis.

A l'arrivée des trois amis, les mains se serrent, et les ordinaires banalités s'échangent. On s'assoit et on cause.

UN PAYSAN, *finissant une conversation sur la politique locale.* — Enfin, on dira ce qu'on voudra, mais monsieur Richardeau, qu'on vient de nommer député, est le meilleur des hommes... Et pas fier!

UN OUVRIER TANNEUR. — Moi, il ne me plaît pas; ses opinions sont bien trop réactionnaires... J'aime mieux le rouge vif que le bleu clair... C'est-il pas votre avis, les Parigots?

LAURENT. — Monsieur Richardeau est un brave homme, certainement; mais il n'aurait pas eu ma voix... Moi, je suis socialiste.

LE TANNEUR. — Et toi, Henri, aurais-tu voté pour Richardeau?

HENRI. — Ni pour lui, ni pour son concurrent... Je ne veux plus voter.

LE TANNEUR. — Ah! bah!... Tu m'épates!

HENRI. — C'est ainsi. Tous les politiciens me dégoûtent. A quelque nuance qu'ils appartiennent, ils s'entendent pour se moquer des électeurs. Ce sont des êtres néfastes, qui savent qu'il est possible, qu'il est

facile d'améliorer le sort des prolétaires, et qui ne font pas le plus petit effort pour les soulager de leurs maux.

UN GENDARME EN RETRAITE. — Pourtant, les socialistes...

HENRI. — Ce sont ceux-là les plus coupables, puisqu'à part trois ou quatre très honorables exceptions, aucun n'a le courage de se dire néo-malthusien!...

UN INSTITUTEUR-ADJOINT. — Ah vous êtes néo-malthusien?

HENRI. — Et je m'en vante!...

L'INSTITUTEUR. — Mais ce sont là des idées de pure anarchie!

HENRI. — Pas le moins du monde! Les anarchistes sont ceux qui démolissent sans savoir reconstruire. Mais nous, les néo-malthusiens, nous serions bien plutôt, si le terme n'avait pas été galvaudé, des conservateurs... Oui, nous sommes des conservateurs de vies humaines, qui voulons notre nation grande et forte par les qualités physiques, morales et intellectuelles de ses citoyens. Chercher la qualité et non la quantité est notre but... Je répète que je ne suis ni anarchiste, ni socialiste, ni réactionnaire! J'ignore la signification de ces termes-là. Ils sont vides de sens!... Je ne reconnais que deux grandes théories politiques: l'Individualisme et le Collectivisme... On est pour la suprématie de l'individu, ou pour celle de la collectivité. Il ne saurait y avoir de milieu. Et c'est pour nager entre l'une et l'autre de ces deux formules que les radicaux et les socialistes se noieront. Ils seront étouffés entre ces deux gigantesques vagues... Ces messieurs veulent, comme on dit, ménager la chèvre et le chou; ils paieront de leur peau leur manque de courage... Je disais tout à l'heure que je ne voulais plus voter. Pourtant, je m'engage formellement à porter mon bulletin dans l'urne, lorsque je verrai sur une affiche électorale que le citoyen Un Tel se présente soit comme individualiste, soit comme collectiviste.

L'INSTITUTEUR. — Et ce sera pour le collectiviste évidemment que vous voterez?

HENRI. — Pas du tout!... Je hais trop la contrainte et la vie de caserne... Je suis individualiste, farouchement individualiste!

L'INSTITUTEUR. — Soit... Comment alors conciliez-vous cette opinion politique, qui me semble réactionnaire au premier abord, avec le néo-malthusianisme que vous professez?

HENRI. — Mais ces deux opinions se concilient le mieux possible, au contraire, puisque tout néo-malthusien établit comme principe indiscutable que ce qui fait les grandes nations, les pays puissants, c'est seulement la valeur intrinsèque de l'individu. Un Etat sera d'autant plus fort, au sens économique et au sens militaire du mot, qu'il contiendra proportionnellement un plus grand nombre d'individus de valeur. Plus de déchets humains, telle est la devise de cet état idéal. Or, en admettant par exemple que la France devienne, du jour au lendemain, communiste, cela tombe sous le sens que la valeur des individus décroîtra chaque année.

LE GENDARME. — Pourquoi cela?

HENRI. — Mais, parce que personne n'aura plus de courage dans la lutte pour la vie; parce que personne ne montrera d'initiative; parce qu'on exigera de tous l'obéissance passive, comme à la caserne, et que, de ce fait, chacun bâclera sa tâche rapidement, sans goût et sans soin... Au lieu de travailler à son propre bonheur et celui de sa famille, chacun comptera sur le travail du voisin pour améliorer son sort... L'instauration du communisme dans l'Etat serait donc — à nombre égal d'individus — l'affaiblissement forcé, inéluctable de la nation!... Il faudrait tant de vertus pour vivre sous un régime communiste, que l'humanité ne sera peut-être pas mûre pour cette forme de gouvernement avant deux ou trois milliers d'années. Tous les gens de sens doivent considérer le collectivisme comme une utopie à peu près irréalisable.

LE TANNEUR. — Mais, être individualiste, c'est se dire égoïste.

HENRI. — Entendons-nous... L'individualisme commence en effet à l'égoïsme pour finir à l'anarchie; mais, entre ces deux extrêmes, se trouve peut-être la véritable formule sociale... Nul ne peut même reprocher à l'individualisme d'être en quelque sorte basé sur l'égoïsme. L'égoïsme n'est-il pas le fond de la race humaine; et est-ce donc un faux proverbe que celui qui constate que: « charité bien ordonnée commence par soi-même »?...

L'INSTITUTEUR. — L'altruisme est une si belle chose!

HENRI. — Sans doute... Seulement, il y a le véritable altruisme et l'altruisme en toc... Je vous le demande, est-ce un altruiste ce politicien qui, pour être élu à un siège de député ou de sénateur, fait de ces mensongères professions de foi, où il promet aux prolétaires la peau et la fortune des riches, en sachant pertinemment qu'il est impuissant, dans l'état actuel des choses, à lutter contre le Capitalisme?... Tandis que nous, les néo-malthusiens, nous sommes sûrs de vaincre, dans un temps très limité, le Capital affameur du prolétaire. Dans un temps très limité, il ne dépendra que de nous de le supprimer tout à fait, ou de ne conserver que la monnaie nécessaire aux échanges commerciaux. Si l'agiotage sur les valeurs de Bourse nous apparaît comme une chose immorale, nous supprimerons l'agiotage. En un mot, grâce à nous, tous les capitalistes du monde seront amoindris comme puissance ou annihilés!... Or, que faut-il pour cela? Tout simplement que les prolétaires se déclarent néo-malthusiens et individualistes. Qu'ils se disent: « Je suis une unité dans l'Etat et je veux, « j'exige mon propre bonheur. Pour cela, je dois n'avoir qu'un enfant, que je saurai élever pour en faire « un homme, auquel j'inculquerai ces mêmes principes « qui me libèrent à jamais de toutes mes servitudes « d'ilote... En n'ayant qu'un enfant, moi prolétaire qui « ne pourrai sans doute jamais en élever deux, j'ai « agi en homme conscient et je m'en flatte! Un point

« c'est tout; j'ai fait mon devoir!... Que je sois imité « par tous les prolétaires, et nous serons les maîtres « de ce fameux Capitalisme pour lequel, jusqu'ici, nos « pères et nous-mêmes avons tant souffert, tant gémi, « tant pleuré d'amères larmes!... Dans cet état idéal, celui dont je rêve, et qui se réalisera par l'extension et la victoire des théories néo-malthusiennes, chacun travaillerait avec joie pour son propre bonheur et pour le bonheur de ses proches. Chacun lutterait pour la vie, dans sa spécialité et selon ses moyens, avec une ardeur que seule la maladie pourrait vaincre!

LE GENDARME. — Somme toute, rien ne serait changé à ce qui existe.

HENRI. — Pardon! La lutte pour la vie dont je parle serait facile, et aimable comme un sport; elle n'aurait rien de l'atroce et sanglante bataille où nous nous meurtrissons chaque jour... Les concurrents se trouvant réduits au plus petit nombre possible, l'ouvrier se ferait beaucoup mieux payer sa main-d'œuvre, et cela sans la moindre difficulté. Il n'y aurait plus en outre à redouter les terribles chômages, qui sévissent depuis quelques années à dates fixes, toujours plus nombreux, toujours plus affamants... Les employés, pour un oui, pour un non, ne seraient pas jetés à la porte de la maison qui les emploie, avec la désinvolture que nous connaissons.

LAURENT. — Cette désinvolture s'explique de la part des patrons... Ainsi, en admettant que moi, par exemple, je quitte le « Grand Magasin » ou qu'on m'en renvoie, mes directeurs n'auront qu'à choisir entre les cent demandes pour une seule place qu'ils reçoivent chaque jour.

LE GENDARME. — Il en est ainsi dans toutes les administrations.

HENRI. — Vous voyez donc bien qu'il y a trop de monde sur la terre, trop de gens qui ont besoin de gagner leur vie... C'est à ce point que ceux-là seuls qui limitent le nombre de leurs enfants — il y en a,

heureusement! — ont des chances d'éprouver un peu de joie dans la vie.

LE TANNEUR. — Ce qui m'épate, c'est de voir comme tu te plains, toi, Henri, un bourgeois qui gagne bien sa vie... Voyons, avoue-le, pour combien manges-tu de foin au râtelier de l'Etat?

HENRI. — Je gagne cent cinquante francs, mon vieux, si ça t'intéresse; et je t'assure que quand j'ai payé ma chambre trente-cinq francs, mon blanchissage, ma nourriture et mes vêtements, il ne me reste jamais cent sous à la fin du mois... Mais, il ne s'agit pas de moi. Je ne me plains pas; je ne suis pas à plaindre, car mon traitement s'augmentera, et j'ai droit à une retraite.

LE TANNEUR. — Une retraite! Et tu n'es pas content de l'organisation sociale!

HENRI. — Pour moi seul, je le serais peut-être; mais pour les autres, non!

LE TANNEUR. — Alors, qu'est-ce que je dirai, moi qui ne gagne que trois francs soixante par jour, et qui ai à nourrir avec ça ma femme et mes trois gosses!

HENRI. — Je commencerais par me dire, mon vieux, que je ne veux pas un quatrième enfant.

LE TANNEUR. — Oh! ça, c'est bien convenu avec la bourgeoisie... On n'est pas des idiots; on sait s'arranger.

HENRI. — Et puis, dès que l'occasion s'en présenterait, je ne manquerais pas de dire à mes camarades d'atelier qu'ils sont de pauvres imbéciles s'ils ont plus d'un enfant... Combien a-t-il d'enfants, ton patron?

LE TANNEUR. — Il n'a qu'une fille.

HENRI. — Dis donc à tes copains de n'avoir qu'un enfant eux aussi, et tu n'as pas idée du service que tu leur rendras.

L'INSTITUTEUR. — Tout cela, c'est très joli; mais c'est loin de me convaincre... Je suis un peu au courant, moi aussi, des doctrines néo-malthusiennes, car j'ai lu des livres qui les exposaient. Je dois dire que cette lecture ne m'a nullement enthousiasmé.

HENRI — C'est qu'alors ces livres étaient peu clairs et mal faits.

L'INSTITUTEUR. — Il faut croire... En tout cas, j'ai gardé mon idée sur la question néo-malthusienne. Je la juge néfaste.

HENRI. — Alors, vous aussi, comme certains « repopulateurs quand même », vous pensez qu'il faut des familles nombreuses, c'est-à-dire beaucoup d'ouvriers dans les usines, beaucoup de prostitution forcée, beaucoup de maladies et beaucoup de chômage!

L'INSTITUTEUR. — Vous exagérez... Et vous ne vous rendez pas compte des efforts faits par l'Etat pour venir en aide à la misère. L'Assistance Publique au formidable budget est une des institutions sociales les plus florissantes du monde. Dans ses nombreux hôpitaux, malades et vieillards trouvent le bon refuge aux heures de détresse.

HENRI. — L'Assistance Publique? Quel leurre!... Les hôpitaux? Ils regorgent de malades l'année entière!... Que survienne, dans un quartier quelconque de Paris, la plus petite épidémie, et les portes de l'hôpital demeureront closes impitoyablement... Si vous éprouvez, à une époque de chômage, un de ces atroces moments de gêne qui vous force à recourir à cette somptueuse vieille dame, hypocrite et sans cœur qui s'appelle l'Assistance Publique, on vous demandera tout d'abord si vous êtes électeur et bien votant. Ceci fait, on prendra sur vous les renseignements nécessaires. Puis, si votre cas est jugé digne de pitié, quinze jours ou trois mois après, on vous jettera cent sous à la face: — « Tiens, chien, voilà un os pour toi, mais n'y reviens plus!... A tous ces pauvres gens auxquels vous offrez l'hôpital et l'appui de l'Etat comme idéal de bonheur dans

la vie, nous disons simplement ceci: « Nous sommes « vos amis, et vous pouvez nous croire, puisque nous « n'attendons rien, nous autres, du suffrage universel. « Si vous voulez diminuer votre misère, ne faites pas « plus d'enfants que les riches! » Et beaucoup commencent à comprendre qu'au milieu des flagorneries dont on les accable, nous seuls sommes sincères, nous seuls disons la vérité.

L'INSTITUTEUR. — Quoi que vous en pensiez, l'Etat fait ce qu'il peut... S'il y a trop d'hommes dans les villes, pourquoi ces déracinés ne retournent-ils pas dans leur province natale? Ils gagneraient moins, certainement, mais la vie y serait à meilleur compte... Pourquoi le surplus de la population des villes ne va-t-il pas aux colonies? On fait vite fortune aux colonies.

HENRI. — Le retour aux champs s'accomplira fatalement un jour ou l'autre, pour ainsi dire automatiquement, mais dans un temps très lointain, et lorsque les conditions économiques seront autres pour l'ouvrier agricole. Car nous n'en sommes plus à tenir pour actuellement vraie cette parole de Sully: « pâturage et labourage sont les mamelles de la France ». Vous oubliez que les paysans qui sont venus du fond de leurs campagnes dans les grandes villes, n'ont pas quitté de gaieté de cœur leur hameau. Ils ne se sont déracinés que pour n'en être pas réduits à mourir de famine avec leur pitoyable salaire. Quand on pourra vivre heureux en cultivant la terre, vous verrez les campagnes se repeupler rapidement... Pour ce qui est des colonies, où vous voudriez voir se déverser le trop-plein de la population, et où vous croyez que l'on puisse faire fortune, j'affirme que vous vous trompez. Presque tous ceux qui ont essayé d'aller les peupler, nos colonies, sont partis avec quelque argent et s'en sont retournés les mains vides. Aux colonies, il n'y a place que pour des fonctionnaires, et non pour des colons français.

L'INSTITUTEUR. — Mais, si notre natalité continue à ne s'accroître que dans des proportions infimes, nous allons perdre notre rang dans le monde!

HENRI. — La Chine est la nation la plus peuplée; est-ce pour cela la première des nations?... Jamais la valeur d'un pays ne s'est mesurée au nombre de ses citoyens... Si les pauvres ne faisaient pas plus d'enfants que les riches, vous verriez diminuer comme par enchantement les apaches, les criminels, tous ces déchets sociaux qui sont la honte d'une nation civilisée... Peu d'enfants! Peu d'enfants! Tel devrait être le mot d'ordre dans tous les ménages de travailleurs.

LAURENT. — Est-ce que les néo-malthusiens admettent l'avortement?

HENRI. — Pas du tout... Nous jugeons que l'avortement, tant qu'il ne pourra pas se faire sans danger, ne doit pas être recommandé. Nous nous contentons de prôner les précautions nécessaires et les moyens préventifs.

LE TANNEUR. — Si la femme veut bien en user, cependant, de ces moyens. Il y en a auxquelles cela répugne.

HENRI. — Je le sais. Et c'est de là, vois-tu, que vient tout le mal... Aussi bien, l'éducation que l'on donne aux jeunes filles est stupide. On devrait leur apprendre, à toutes, l'anatomie et la physiologie sexuelles. Ce devrait être, même, dès leur puberté, la base de leur instruction.

L'INSTITUTEUR. — Mais, jamais, dans aucune école de France, on n'enseignera de pareilles choses!... Et la pudeur, qu'en faites-vous?

HENRI. — Fausse pudeur! Pudeur hypocrite! Et qui est la cause de maux sans nombre!... On a tort d'oublier qu'une jeune fille, dans le premier émoi de l'éveil de ses sens, est la facile proie offerte à toutes les convoitises des mâles. On a tort de ne pas voir qu'une « maladresse » chez une jeune fille peut avoir les pires conséquences! Pour l'humanité, d'abord, cela fait un être de plus, un être non désiré, et la plupart du temps condamné au malheur. Pour la patrie, cela crée une charge nouvelle, si c'est la charité publique qui élève

l'enfant. Pour la famille, c'est le désespoir. Et pour la jeune « maladroite » enfin, les conséquences sont bien plus atroces, bien plus terribles. En premier lieu, on peut établir en règle générale que l'enfant illégitime est honni de tous, méprisé par tous. Quant à sa mère involontaire, elle n'a que le choix entre les différents genres de misères qui s'offrent à elle: la mort ou l'estropiement si elle tente, trop tard, de se faire avorter; la prostitution forcée, avec son lugubre cortège d'accueillantes maisons: l'asile, la prison, le Dépôt, Saint-Lazare!

LE GENDARME. — L'autre jour, je lisais dans mon journal qu'on avait trouvé le moyen de soulager les nombreuses familles... Il s'agissait d'imposer les célibataires au-dessus de vingt-cinq ans, et de répartir cet argent entre toutes les familles nécessiteuses... au-dessus de cinq enfants, je crois.

HENRI. — Cet article a dû être écrit par un fumiste ou par un fou... Si l'auteur a parlé sérieusement, je le plains! Et je voudrais bien savoir dans quel manuel civique ce monsieur a puisé de pareils principes de liberté, pour ne pas permettre à un citoyen, si cela lui plaît ainsi, de vivre seul, de ne pas se choisir de compagne... Qui vous dit que ce célibataire, que l'on veut imposer pour verser des primes aux Mères-Gi-gogne, n'ait pas désiré cent fois de se créer un foyer sans pouvoir y réussir? Qui vous dit que, se sachant atteint d'une maladie transmissible, il n'ait pas sacrifié son bonheur individuel, pour ne point contaminer son épouse et faire de ses enfants des dégénérés?...

LE GENDARME. — Somme toute, vous trouvez qu'en France il y a encore trop de nombreuses familles et pas assez de célibataires?

HENRI. — Je trouve qu'il y a encore trop de nombreuses familles, oui; mais je ne voudrais pas qu'il y eût un seul célibataire.

L'INSTITUTEUR. — Cependant, l'état de célibat se concilie merveilleusement avec les théories néo-malthusiennes.

HENRI. — En aucune façon... Considérant que chaque être humain a droit à sa part de pain et à sa part d'amour, nous voudrions que chaque homme eût sa femme, que chaque femme eût son homme, et qu'il n'y ait plus que des célibataires volontaires dans le clan des hommes et celui des femmes.

L'INSTITUTEUR. — Il faudra que je relise plus attentivement les ouvrages néo-malthusiens qui sont dans ma bibliothèque... Je ne veux pas rester sur ma première impression. Au milieu des exagérations, je pourrai sans doute trouver quelques vérités bonnes à savoir.

HENRI. — Soyez-en convaincu d'avance.

LE TANNEUR. — Moi, j'ai déjà trois gosses, et je sais ce que ça coûte... surtout que tout augmente!... Je sais bien que je ferai tout ce que je pourrai pour n'avoir pas un quatrième lardon!

LAURENT. — C'est vrai, le prix des denrées et de tous les objets de première nécessité augmente constamment.

HENRI. — Aussi faut-il que tous les prolétaires se rallient aux idées néo-malthusiennes. Là seulement est leur salut... Car enfin, ils ne peuvent pas faire comme les députés et les sénateurs, qui, eux aussi, se rendant compte que la vie devenait de plus en plus chère, n'ont pas craint de s'adjudger, en un tour de main, quinze mille francs d'indemnité au lieu des neuf mille qu'ils touchaient la veille. Total: six mille francs de rente de plus pour chacun de ces honorables.

L'INSTITUTEUR. — Je dois avouer que, lorsque ce vote a été connu, cela a produit dans la région le plus mauvais effet.

LAURENT. — Et ailleurs, donc!

L'INSTITUTEUR. — Certains de mes confrères et moi-même avons trouvé que, plutôt que de se montrer si généreux pour eux-mêmes, les députés auraient bien

pu songer à améliorer le sort des instituteurs... Nous sommes si mal payés!

LAURENT. — Le fait est que quand on veut faire fortune rapidement, ce n'est point là une profession qu'il faut choisir... pas plus que la mienne d'ailleurs.

* * *

A ce moment, entre une vieille femme d'une soixantaine d'années, servante à tout faire au café de la « Poule Verte ». Armée d'un chiffon, elle va essuyer une table.

LE GENDARME. — Tiens, voilà cette brave mère Nautré... Nous allons lui demander son avis sur le néo-malthusianisme.

OCTAVE. — Mère Nautré, êtes-vous néo-malthusienne?

LA MÈRE NAUTRÉ. — Mon bon ami, je ne sais point ce que c'est que ça.

OCTAVE. — Henri dit que les femmes ont tort de faire trop d'enfants.

LA MÈRE NAUTRÉ. — Peut-être bien qu'il a raison.

OCTAVE. — Enfin, est-ce votre avis, à vous, qu'il a raison?

LA MÈRE NAUTRÉ. — Il n'a peut-être pas tort.

OCTAVE. — En voilà des réponses!... Oui ou non, les femmes doivent-elles être mères beaucoup de fois? Vous devez bien vous y connaître, vous, puisque vous avez eu six lardons.

LA MÈRE NAUTRÉ. — J'en ai eu sept, mon bon ami.

LAURENT. — Et si c'était à refaire, est-ce que vous en auriez encore sept?

LA MÈRE NAUTRÉ, *dans un éclat*. — Ah! jour de Dieu, non!... Des enfants, voyez-vous, quand on est pauvre et qu'on en a trop, on n'a pas idée des misères que ça peut vous faire... Ça vous gâche la vie! Ça ne vous cause que des désagréments... Des enfants? Ah! parlez-m'en des enfants!... J'en ai eu sept pour ma part, et je sais ce qu'il en coûte de privations et de chagrins!... Trois sont morts avant la dixième année... J'ai mon aîné, Léon, un bon garçon que vous connaissez tous; mais, que voulez-vous, il est aussi pauvre que moi. Il est marié et il a déjà eu quatre enfants, il ne peut donc pas me venir en aide... J'ai mon autre fils, Fernand, qui est parti pour Paris à dix-huit ans. Les mauvaises fréquentations l'ont perdu, le pauvre petit! Du régiment, on l'a envoyé à Biribi, et depuis il couche plus souvent sous les ponts que dans un lit... Quant à Maurice, vous savez bien, il est infirme, rachitique, point intelligent, incapable de marcher et de travailler à quoi que ce soit. Il est encore à ma charge à vingt-huit ans et, quand je mourrai — puisqu'il n'a que moi — je ne sais pas ce qu'il deviendra!

Elle pleure en s'épongeant les yeux.

Et quant à ma pauvre fille, ma pauvre Augustine, elle aussi doit être à Paris... ou ailleurs... je ne sais pas... peut-être crevée de misère... peut-être dans un mauvais lieu!... Ah! la pauvre petite! la pauvre petite!... C'était la plus gentille, la plus douce, la plus caressante enfant qu'il soit possible de trouver... Et puis, elle était jolie, voyez-vous; c'est bien cela qui a dû la perdre... Je l'aimais tant, ma petite Augustine! Elle m'avait fait tant souffrir à l'heure de sa naissance. C'est peut-être pour cela que je l'aime tant... Oui, c'est depuis que je l'ai eue que je suis blessée au point que je ne pourrais jamais changer de chemise

devant une glace. J'aurais l'effroi de mon corps; j'aurais peur de moi!... Car je suis plus qu'à moitié infirme. Je ne sais pas si vous l'avez remarqué; mais les gens qui s'y connaissent voient bien cela à ma façon de marcher... Oh! j'en ai eu de la misère, allez, avec mes enfants!

LAURENT. — Il ne faut pas pleurer comme cela; il ne faut pas vous faire de chagrin, ma bonne mère Nautré.

LA MÈRE NAUTRÉ. — Ah! mon petit Laurent, c'est toi qui me demandais tout à l'heure si mes sept maternités m'avaient rendue heureuse... Après ce que je viens de vous dire, vous pouvez tous en juger.

Elle s'éloigne et quitte la salle.

* * *

HENRI. — Il est certain que si cette pauvre mère Nautré pouvait revenir à vingt ans, elle comprendrait merveilleusement que le néo-malthusianisme a du bon.

LE GENDARME. — La malheureuse femme, c'est vrai, a eu de la misère plus que sa part.

HENRI. — Simplement parce qu'elle était pauvre... Une femme riche, pour ne pas diviser son patrimoine, se serait arrangée pour n'avoir que deux enfants. Et elle eut ainsi évité de devenir infirme après trop de maternités successives.

L'INSTITUTEUR, *à voix basse*. — Je n'ai pas voulu le lui dire tout à l'heure, mais on sait dans le pays que sa fille Augustine, qu'elle aime tant, a été condamnée à la prison, il y a deux ans, pour avoir commis un infanticide.

HENRI. — Alors, c'est complet pour cette pauvre vieille!... Il est certain que si Augustine Nautré avait désiré son enfant, elle ne l'eût pas tué... Et dans ce cas encore, il faut en revenir au néo-malthusianisme qui proclame cette vérité fondamentale: « Ne mettez au monde que des enfants désirés à la fois par le père et par la mère. »

L'INSTITUTEUR. — Sur ce point, le néo-malthusianisme a raison.

LE TANNEUR. — Et sur bien d'autres aussi sans doute... Moi, je suis maintenant de l'avis d'Henri: il y a trop d'hommes pour qu'un prolétaire ait des chances d'être heureux.

LE GENDARME. — Il y a du vrai dans tout ça!

LAURENT. — Moi, je ne te blaguerai plus, Henri... Et même, quand nous serons rentrés à Paris, si tu veux me faire un plaisir, ce sera de m'accompagner à une de ces conférences néo-malthusiennes dont tu m'as parlé.

HENRI. — Avec le plus grand plaisir... Et toi, Octave, tu ne dis rien?

OCTAVE. — Moi, j'ai deux gosses, j'ai plus que mon compte. Je m'arrête là!



En vente à "Génération Consciente"

27, rue de la Duée, PARIS-XX^e

AUX FEMMES! AUX COUPLES HUMAINS! AUX PROLÉTAIRES! AUX PROPAGANDISTES! Feuilles de propagande pour distribution. Prix: le cent, 0 fr. 30 franco, 0.40; le mille, 2 fr. 50; franco, en gare, 3 fr. 10.

COUPE DU BASSIN DE LA FEMME ET OBJETS DE PRÉSERVATION. Lithographie en trois couleurs. Prix: 0 fr. 45; franco, 0. 20 en tube 0, 25.

Chansons

LA GRÈVE DES MÈRES, paroles de MONTÉBUS, musique de CHANTEGRELLET, belle édition, prix 0 fr. 20, franco 0 fr. 25. Edition de propagande, prix les 40 exemplaires 0 fr. 50, franco 0 55.

PROCRÉATION CONSCIENTE, paroles et Musique de Ch. D'AVRAY. Prix 0 fr. 20, franco 0 fr. 25.

Dessins

LA GRAINE, par Jossot, n° 178 de *l'Assiette au Beurre*. Prix 0 fr. 50; franco, 0.55.

LES FAISEUSES D'ANGES, par HERMANN PAUL, n° 315 de *l'Assiette au Beurre*. Prix: 0 fr. 50; franco, 0.55.

FAISONS DES ENFANTS, par DELANNOY, n° 338 de *l'Assiette au Beurre*. Prix: 0 fr. 50; franco, 0.55.

LES NAISSANCES, par BERNARD et POULBOT, n° 409 de *l'Assiette au Beurre*. Prix: 0 fr. 50; franco, 0.55.

Brochures

LE PROBLÈME DES SEXES, par A. LORULOT, brochure de 12 pages, prix 0 fr. 05; franco 0.10. Le cent, 3 fr.; franco 3 fr. 60.

LA GRÈVE DES VENTRES, par Fernand KOLNEY. Prix: 0 fr. 40; franco, 0.45.

CROISSEZ ET MULTIPLIEZ, par Jean de L'OURTHE. Prix: 0 fr. 40; franco 0, 45.

LE PROBLÈME DE LA POPULATION, par Sébastien FAURE et M^{me} NELLY-ROUSSEL. Prix: 0 fr. 45; franco, 0.20.

LA CHAIR A CANON, par Manuel DEVALDES. Prix: 0 fr. 45; franco, 0.20.

QUELQUES DISCOURS DE NELLY-ROUSSEL. Prix: 0 fr 50; franco 0.55.

SOCIALISME ET MALTHUSIANISME, par Victor ERNEST. Prix: 0 fr. 60; franco 0,65.

POPULATION ET SUBSISTANCES. Essai d'arithmétique économique, par Gabriel GIROUD. Prix: 1 fr., franco 1, 45.

Brochures pour éviter la conception

MOYENS D'ÉVITER LES GRANDES FAMILLES, brochure illustrée, par les D^rs J. RUTGERS et F. MASCAUX. Prix : 0 fr. 30; franco, 0 fr. 35.

GÉNÉRATION CONSCIENTE, par Franck SUTOR, nombreuses figures anatomiques. Prix : 0 fr. 75; pour nos abonnés, 0 fr. 50; franco, 0.60.

LA PRÉSERVATION SEXUELLE, par le D^r A. B. DE LIPTAY 28 figures. Prix : 4 fr.; pour nos abonnés, 0 fr. 75; franco, 0.85.

MOYENS D'ÉVITER LA GROSSESSE, par G. HARDY, 34 figures dans le texte. Prix : 4 fr. 25; franco, 4.35.

Volumes

LA PROCRÉATION VOLONTAIRE, suivie d'une enquête sur la prophylaxie anti-conceptionnelle, par le D^r KLOTZ-FOREST. Prix : 2 fr.; franco, 2.20.

ÉLÉMENTS DE SCIENCE SOCIALE, par Georges DRYSDALE, docteur en médecine.

Sixième édition française, traduite d'après la 32^e édition anglaise, revue et corrigée par l'auteur. Prix : 3 fr.; franco, 3.50.

PROPHYLAXIE SEXUELLE ou L'AMOUR PRÉVOYANT, causerie médicale sur la préservation et les préservatifs, nombreuses gravures, par le D^r A. B. DE LIPTAY. Prix : 5 fr.; pour nos abonnés, 3 fr. 75; franco, 4.25.

BRÉVIAIRE DE LA FEMME ENCEINTE, par le D^r LIPTAY, Etude sur les procédés d'avortement naturel, médical et illégal. Nouvelle édition revue et augmentée, cent figures dans le texte. Prix : 4 fr.; franco, 4.50.

LA QUESTION SEXUELLE, par Auguste FOREL, ancien professeur de psychiatrie à l'Université de Zurich. Prix 40 fr.

Romans

LES AUBES MAUVAISES, par Fernand KOLNEY. Prix : 2.75; franco, 3.25.

L'AFFRANCHIE, par Fernand KOLNEY. Prix 2 fr. 75; franco, 3.25.

L'AMOUR DANS 5000 ANS, par Fernand KOLNEY. Prix : 2.75; franco, 3.25.

LE DROIT A L'AVORTEMENT, par le D^r J. DARRICARRÈRE. Prix : 2 fr. 75; franco, 3.25.

FÉCONDE, par Daniel RICHE. Prix : 2 fr. 75; franco, 3.25.

STÉRILE, par Daniel RICHE. Prix : 2 fr. 75; franco, 3.25.

SÈSAME ou LA MATERNITÉ CONSENTIE, par Michel CORDAY. Prix : 2 fr. 75; franco, 3.25.

MATERNITÉ, drame en 3 actes, par BRIEUX. Prix : 2 fr. 75; franco, 3.25.

DU MARIAGE, par Léon BLUM. Prix : 2 fr. 75; franco, 3.25.

DE L'AVORTEMENT. EST-CE UN CRIME ? par le docteur KLOTZ-FOREST. Prix : 3 fr. 50; franco, 4 fr.

DU PRINCIPE DE POPULATION, par Joseph GARNIER, membre de l'Académie des sciences morales et politiques. Prix : franco, 40 fr.